

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index : ASA 35/007/2012

AILRC-FR

12 octobre 2012

Philippines. Les Nations unies examinent la situation des droits humains

Les Philippines doivent prendre des engagements concrets en vue de mettre un terme à l'impunité des forces de sécurité responsables d'avoir torturé Darius Evangelista et d'avoir commis d'autres violations graves des droits humains, a déclaré Amnesty International alors que le pays doit se présenter devant le Comité des droits de l'homme des Nations unies à Genève.

Les 15 et 16 octobre, des représentants du gouvernement philippin vont soumettre un rapport exposant les mesures prises dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), qui protège un certain nombre de droits fondamentaux dont le droit à la vie et le droit de ne pas être soumis à la torture.

Avant l'examen par l'ONU de la situation aux Philippines, Amnesty International a communiqué au Comité des droits de l'homme un document dans lequel elle fait état de problèmes graves concernant le respect des droits civils et politiques aux Philippines. Il s'agit notamment de cas de torture, d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées, et de la persistance de l'impunité pour ces violations graves des droits fondamentaux.

Les Philippines doivent saisir l'occasion de cet examen par l'ONU pour s'acquitter de leurs promesses de mettre un terme à l'impunité pour les violations graves des droits humains. Le pays a adopté une loi de lutte contre la torture. Il lui faut maintenant mettre le texte pleinement en application.

Trois ans après l'adoption de la Loi de 2009 contre la torture, aucun auteur d'acte de torture n'a été condamné pour de tels faits, bien que plusieurs affaires aient été déférées devant les tribunaux. La famille de Darius Evangelista, torturé dans un poste de police de Manille lors d'une séance qui a été filmée grâce à un téléphone portable – les images ont été diffusées à la télévision et sur Internet –, attend toujours que justice soit rendue. On pense que Darius Evangelista est aujourd'hui mort – bien que sa famille attende toujours les résultats de l'autopsie d'un cadavre qu'elle pense être le sien.

Le policier que l'on a vu sur la vidéo en train de frapper Darius Evangelista et de tirer sur ses parties génitales a été placé en détention par la police nationale, mais a disparu ensuite. Il est actuellement en fuite, de même que d'autres policiers que l'on pouvait voir sur les images enregistrées et qui n'avaient rien fait pour faire cesser les violences.

Des militants, des journalistes locaux et des responsables associatifs continuent d'être victimes d'homicides illégaux et de disparitions forcées. Faute d'enquêtes et de poursuites, les auteurs de ces actes échappent à la justice.

Presque trois ans après le massacre de Maguindanao, qui a vu la mort de 56 personnes parmi

lesquelles un grand nombre de professionnels des médias, les familles des victimes attendent toujours que justice soit rendue ; elles sont en outre menacées de représailles. Au moins six témoins, témoins potentiels ou proches de témoins ont été tués. Moins de la moitié des 197 suspects identifiés ont été arrêtés et inculpés.